

[Quoi de 9 ?]

Les 9 infos du mois

À la [1] : un nouveau risque d'instrumentalisation de la laïcité

Liberté totale de conscience, la laïcité est une valeur essentielle qui organise le "vivre ensemble" dans la République.

Alors qu'elle vise à pacifier les relations entre toutes et tous, elle est régulièrement convoquée de manière abusive et détournée pour justifier des rejets voire des haines.

L'actualité récente montre ainsi comment le Rassemblement national tente d'alimenter une mise à l'index de la religion musulmane.

Sensibles à ce message, 85 % des sympathisants RN affirment "l'islam incompatible avec les valeurs de la société française" selon un sondage Ifop/JDD.

Notre articles à lire ici :
<https://centrehenriaigueperse.com/2019/10/29/menace-pour-la-laicite-ou-developpement-dun-sentiment-anti-islam/>

93 % d'entre eux disent que la question de la laïcité se pose aujourd'hui différemment en France s'agissant de la religion musulmane, tout en étant 91 % à penser la laïcité en danger.

La demande de ne pas faire d'amalgame ne doit donc pas se tromper de cible. Toute tentative d'instrumentation de la laïcité au profit du combat contre une religion provoque des tensions, des rejets et peut se conclure dans la violence inacceptable comme à la sortie de la mosquée de Bayonne.

La laïcité permet de distinguer ce qui relève de l'islam et du terrorisme se justifiant par un intégrisme islamiste.

En aucun cas, un message de haine ne peut être une réponse à un autre message de haine.

Vidéo vendredi lecture :
Ismail Ferhat : Les foulards de la discorde
<https://www.youtube.com/watch?v=ga2Oq8KII-w>



Le [sommaire] de ce numéro :

1. Un risque pour la laïcité
2. Les universitaires : des expert.e.s reconnu.e.s
3. La démarche de projet
4. 1989, la chute du mur
5. L'enseignement supérieur : "viser plus haut"
6. "Plus d'une langue"
7. La scolarité progresse
8. À voir, à lire, à écouter
9. Dans l'agenda

2. Le [Chiffre] à retenir : chercheurs et universitaires des expert.e.s pertinent.e.s pour 71% des agents publics

Difficile de savoir à qui faire confiance à l'heure des fake news. Pour autant les agents publics interrogés par l'Ifop affirment avoir besoin d'expert.e.s dans de nombreux domaines face à la complexité des décisions à prendre.

Pour 71 % d'entre eux, ce sont les chercheurs et universitaires qui apparaissent comme les plus pertinent.e.s.

Une reconnaissance confirmée par les chiffres de la confiance de l'enquête Harris Interactive/JDD.

Les scientifiques y recueillent en effet la confiance de 78 % des sondé.e.s.

Ces éléments sont rassurants, puisqu'ils valident l'importante place qu'occupe l'expertise scientifique, rempart contre les fausses informations, les croyances, les obscurantismes.

Pour autant ces mêmes sondages montrent un niveau faible de confiance dans l'expertise des corps intermédiaires (associations et syndicats) ainsi que dans les citoyen.ne.s elles ou eux-mêmes.



Une moins bonne nouvelle pour la démocratie sociale et la place de l'expertise d'usage, pourtant indispensable au renouvellement des formes de délibérations collectives.

3. Du côté de la [Recherche]: les apports de la démarche de projet



Projets d'école, projets d'établissement, travail par projets... autant d'occasion de mettre en dynamique un ensemble d'élèves autour d'un objet commun.

Le « Edubref » de l'Ifé d'octobre 2019 sous la plume de Catherine Reverdy se penche sur les apports de tels projets dans les apprentissages et montre comment cette démarche de projet venue de l'entreprise se développe dans l'Éducation

Si cette approche collective qui nécessite à la fois coopération, maîtrise du temps et réalisation finale peut être souvent bénéfique pour les élèves, elle demande une appropriation de la part des enseignants et la définition d'objectifs réalistes et cohérents.

Mettre en œuvre une pédagogie de projet ne s'improvise donc pas, mais elle s'apprend.

Tout comme elle pourrait apprendre beaucoup sur les conditions d'élaboration et de transmissions des savoirs si la recherche se penchait davantage sur cette démarche qui se développe mais reste encore trop peu étudiée et évaluée.

Pour prolonger cette réflexion : <https://centrehenriaigupeperse.com/2019/10/14/des-projets-pour-mieux-apprendre-et-mieux-enseigner/>

Le saviez-vous ?

En 1948 refusant de choisir entre CGT et CGT-FO, la FEN (fédération de l'Éducation nationale) choisit l'autonomie.

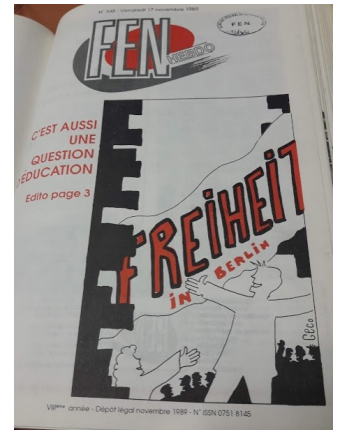
Afin de permettre l'expression des différentes sensibilités qui la composent, elle est alors organisée en tendances (dont UID, plus socialisante et UA plus communisante) qui seront aussi la base de la scission entre la future UNSA et la FSU.

4. C'est notre [Histoire]: la chute du mur

« Le formidable élan populaire qui bouscule les pouvoirs en place est un événement considérable bien sûr pour ces pays eux-mêmes mais pour toute l'Europe » écrit Alain Mouchou (secrétaire national en charge de l'internationale) dans FEN Hebdo de décembre 1989 commentant la chute du mur de Berlin.

Dès le 17 novembre le secrétaire général Yannick Simbron signe sur le sujet un éditorial intitulé « C'est aussi une question d'éducation ». En effet, si l'événement réjouit tous les sociaux-démocrates de la fédération de l'Éducation nationale, il n'est pas sans exacerber les tensions entre les différents courants qui la composent.

Pour en savoir plus, lire l'article de Benoît Kermaol : <https://centrehenriaigupeperse.com/2019/11/08/le-9-novembre-1989-et-la-chute-du-mur-de-berlin-secoue-par-la-joie-devenements-heureux-vraiment-inattendus/>



5. Pour se [Former]: « viser plus haut » pour l'Enseignement supérieur

Bien que les auteurs ne présentent pas bien le coût et le financement des mesures qu'ils préconisent, un rapport de la fondation Terra Nova invite à donner un nouveau souffle à l'Enseignement supérieur.

Nouvelles pistes et recettes déjà bien connues se complètent dans le document organisé autour de 5 thématiques.

Il s'agit de repenser l'orientation dès l'école, de faire de parcoursup un « outil au service de l'équité sociale » ; de mieux accueillir et accompagner les nouveaux étudiants, de démocratiser l'accès au deuxième cycle universitaire.

Il s'agit enfin de concevoir l'Enseignement supérieur comme un espace de formation tout au long de la vie « avec des allers et retours entre temps de formation et temps de travail, des contenus, des pédagogies et des rythmes d'études adaptés. »

Au-delà des mesures proposées, l'intérêt de ce rapport réside dans son approche systémique et systématique, proposant d'appliquer partout, permettant de prendre en compte les attentes dans un enseignement supérieur adapté aux besoins du XXI^e siècle.

Notre article : <https://centrehenriaigupeperse.com/2019/10/21/enseignement-superieur-viser-plus-haut/>



6. Un peu de [Culture(s)]: "plus d'une langue"

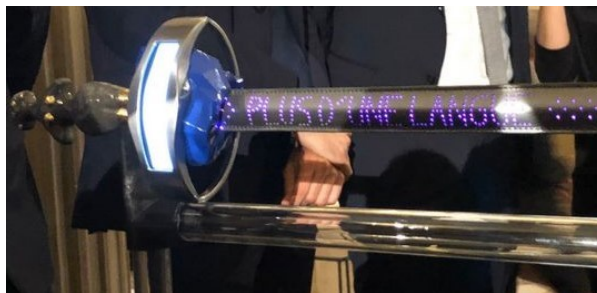
Telle est la devise inscrite sur l'épée de la nouvelle immortelle Barbara Cassin qui a emprunté cette phrase à Jacques Derrida.

Une affirmation qui comporte plusieurs sens, comme la nouvelle académicienne l'a expliqué dans son discours de réception le 17 octobre dernier.

"Plus d'une langue" est l'affirmation de la nécessité de reconnaître toutes les langues et de les faire vivre sans accepter la domination d'une seule.

Mais "plus d'une langue" est aussi l'invitation à respecter au sein d'une même langue la diversité des manières de la parler.

C'est évidemment encore une incitation à l'apprentissage des langues du monde.



« Plus d'une langue » est un manifeste à s'ouvrir aux autres et au respect de toutes les cultures... une belle leçon en peu de mots : secret de la langue !

Pour lire l'article : <https://centrehenriaigueperse.com/2019/10/18/plus-dune-langue/>

7. Chez nos [Voisins] et dans le [Monde]: la scolarité progresse

263 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés dans le monde en 2016, alors qu'ils étaient 377 dans ce cas en 2000.

Le numéro 3 du magazine Oblik qui se penche sur les 50 raisons de garder espoir, relève cette information. L'article précise également que parmi ces enfants non-scolarisés, la part des filles est en recul passant de 54 % en 2000 à 50 % en 2016.

Si deux tiers des pays ont ainsi atteint la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, ce n'est hélas pas encore le cas dans le secondaire puisque seuls 46 % des pays l'atteignent pour le cycle collège et à peine 25 % pour le lycée.

Des chiffres qui doivent aussi être analysés à l'aune des fortes disparités qui existent d'un pays à l'autre.

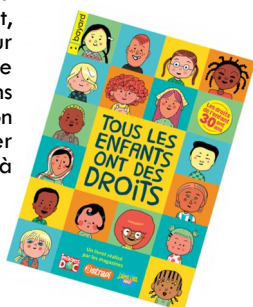
Ces données doivent inciter encore davantage aux coopérations internationales. Elles plaident également pour le développement de playdoyer et de lobbying en faveur de la scolarité pour toutes et tous tel que peuvent les mener les organisations internationales, UNESCO et Internationale de l'Éducation en tête.



8. À [Voir], à [Lire], à [Écouter]

Les droits de l'enfant

La Convention des droits de l'enfant est née il y a 30 ans. Ce livret, spécialement conçu pour les 7-11 ans avec une vingtaine d'associations partenaires, est l'occasion de s'y intéresser ensemble, en famille ou à l'école.



Jouer aux échecs

Une méthode complète, ludique, adaptée à tout groupe d'enfants, de jeunes, d'adultes, associant des vidéos à visionner à loisir sur Youtube et des minilivres à plier soi-même, avec un rappel des notions, et des exercices dont la correction se trouve à la fin de la vidéo.

Des outils créés par ACOPN, association d'enseignants du primaire et secondaire du Morbihan :

<http://www.didople.fr/>



Le numéro 3 (2020) du magazine de l'info graphique d'Alternatives économiques



Le Centre de Recherche, de Formation et d'Histoire sociale de l'UNSA Éducation

Pour tout contact :
Denis Adam
Délégué général
Centre Henri Aigueperse

87bis, avenue George Gosnat
94200 Ivry-sur-Seine

Téléphone : 07 70 74 33 33

Courriel : centrehenriaigueperse@unsa-education.org



Chaque 9, retrouvez [Quoi de 9?]

Et sur notre site, tous nos articles, <https://centrehenriaigueperse.com/>



9. À noter dans [l'agenda]

Le 20 novembre 2019, 9h45-18h

"L'émancipation populaire par l'art d'hier à aujourd'hui",

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

- Transformation et émancipation des citoyens par la pratique artistique et l'éducation populaire
- Peuple et Culture Corrèze et les résidences longues d'artistes
- L'éducation à l'image à l'heure du numérique : de l'autonomie à l'autogestion
- Réanimer le musée : l'Association populaire des amis de musées
- Autour du projet Tailleurs d'images
- Nos ancêtres les migrants, conférence gesticulée
- Head Doctors in the Classroom

Les 12 et 13 novembre 2019

**Ensemble pour une école innovante.
Conférence France - Québec**

Au cours de ces deux journées, des acteurs de la société civile, de l'éducation et des chercheurs français et québécois échangeront leurs expertises et leurs pratiques autour de l'innovation pédagogique et numérique au service de la réussite de l'élève.

Maison de l'Amérique latine, 217 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris



Mardi 19 novembre 2019

Les associations au défi de leurs mutations : transformer, coopérer, accompagner

À l'heure du renouvellement des modes de financement, du renforcement des dispositifs de mutualisation inter-associatifs, du développement d'une participation bénévole à la carte, l'édition 2019 des Rencontres de l'INJEP sera l'occasion de s'interroger sur ces nouveaux chemins qu'empruntent les associations et la manière dont elles peuvent être accompagnées et soutenues.

Paris - Conseil économique, social et environnemental

« Oxygène(s) »

(Trop) chers immigrés ?

On pourrait parler d'humanité, de solidarité, d'assistance en personnes en danger..., mais la question récurrente en matière d'immigration est souvent centrée sur l'aspect économique.

Car à en croire certain.e.s, les migrants coûteraient à la France « un pognon de dingue » en prestations sociales et aides médicales. Générosité, qui plus est, aurait un effet incitateur à venir en France.

Sous la plume de Enzo et de Yann Mens, le magazine Oblik propose une rapide bande dessinée qui aborde le sujet.

Elle rappelle que si la France consacre 1,5 milliard d'euros (soit 0,46 % du budget de l'État) pour les migrants, les 3/4 de cette somme sont consacrés à l'exercice du droit d'asile (accueil, traitement de la demande...). Mais surtout, elle cite les récents travaux du FMI qui montrent qu'une augmentation de 1 % de l'immigration dans les pays industrialisés se traduit à long terme par une hausse de 2 % du revenu par habitant.

Un gain économique donc, pour celles et ceux qui ne se satisferaient pas d'un gain humain !